

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE  
L'EDUCATION CIVIQUE

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF YOUTH AFFAIRS  
AND CIVIC EDUCATION

MAITRE D'OUVRAGE : LE MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DE  
L'EDUCATION CIVIQUE

COMMISSION INTERNE DE  
PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° \_\_\_\_/AONO/MINJEC/CIPM/2025 DU \_\_\_\_  
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN  
REFECTOIRE AVEC CUISINE INCORPOREE POUR LE CENTRE  
NATIONAL DE REAMORCE A NKOLNDA

FINANCEMENT : BIP MINJEC / EXERCICE 2025

IMPUTATION : 59 26 144 04 99 00 00 523313

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

MAI 2025

PIECE N°1 : AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 16 /AONO/MINJEC/CIPM/2025 DU 10 MARS 2025

POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN  
REFECTOIRE AVEC CUISINE INCORPOREE POUR LE CENTRE NATIONAL DE  
REAMORCE A NKOLNDA

Dans le cadre du renforcement des structures d'encadrement des Jeunes, le Ministre de la Jeunesse et de l'Education Civique, Maître d'Ouvrage, lance un Avis Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation, des travaux de construction d'un réfectoire avec cuisine incorporée pour le centre national de REAMORCE à NKOLNDA.

1- Consistance des travaux

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, consistent en la réalisation des tâches suivantes :

- Lot N° 1: Travaux Préliminaires
- Lot N° 2: Fondations
- Lot N° 3: Béton Armé en Elévation
- Lot N° 4 : Maçonnerie
- Lot N° 5 : Enduits-Chape
- Lot N° 6 : Faux Plafond
- Lot N° 7 : Revêtement Scelles
- Lot N° 8 : Charpente et Couverture
- Lot N° 9 : Menuiserie Bois
- Lot N° 10 : Menuiserie Aluminium et Vitrée
- Lot N° 11 : Menuiserie Métallique
- Lot N° 12 : Peinture-Vitrerie
- Lot N° 13 : Etanchéité
- Lot N° 14 : Electricité
- Lot N° 15: Fluides (Fournitures et poses)
- Lot N° 16: VRD.

3- Tranches/Allotissement

Les travaux, objet du présent appel d'offres, sont organisés en un (01) lot unique.

4- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de quatre-vingt millions (80 000 000) Francs CFA TTC. Le financement des travaux est assuré par le Budget d'Investissement Public BIP MINJEC, Exercice 2025, imputation 59 26 144 04 99 00 00 523313

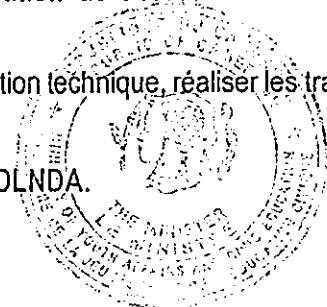
Délai et lieu de livraison

Le délai maximum pour exécuter les travaux, objet du présent appel d'offres, est de cent cinquante (150) jours, incluant toutes les contraintes à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Ce délai comprend le temps nécessaire pour produire toute la documentation technique, réaliser les travaux, nettoyer le site et réceptionner les travaux exécutés.

Les travaux auront lieu au centre de référence de REAMORCE de NKOLNDA.

5- Participation et origine



La participation au présent Appel d'Offres est restreinte aux entreprises retenues dans le cadre du processus de-catégorisation, classées dans le sous-secteur « Bâtiments et Equipements Collectifs » et disposant d'au moins la catégorie D.

Toutefois, en conformité avec la Lettre-Circulaire-n°000006/LC/MINMAP/CAB du 05 février 2025, pour les soumissionnaires non encore catégorisés, l'attestation de catégorisation peut être remplacée par la copie certifiée, par le Ministre en charge des Marchés Publics ou son représentant dûment mandaté, du récépissé de dépôt de leur demande de catégorisation délivré par la commission de catégorisation compétente.

#### 6- Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du MINJEC, Exercice 2025, imputation 59 26 144 04 99 00 00 523313.

#### 7- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *la soumission en ligne*.

#### 8- Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à un million six cent mille (1 600 000) Francs CFA valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres. Cette caution doit être timbrée et accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, timbrée et assortie du récépissé délivré par la CDEC entraînera le rejet pur et simple de l'offre. De plus, une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

#### 9- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres physique peut être consulté gratuitement au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, Porte N°09 au Rez-de-jardin de l'immeuble siège, sis au Centre Administratif de Yaoundé, Tél. 222 20 35 70, aux heures ouvrables dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ainsi que sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

#### 10- Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, Porte N°09 au Rez-de-jardin de l'immeuble siège, sis au Centre Administratif de Yaoundé, Tél. 222 20 35 70, aux heures ouvrables dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de Quatre-vingt-dix mille (90 000)F CFA, payable au Trésor public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

#### 11- Remise des offres

##### a) Mode de soumission en ligne

Les offres sont établies en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 03 : 00:00 2025 à 12 heures précises, heure locale. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », ainsi que la version physique de la caution de soumission accompagnée du récépissé délivré par la CDEC. Le pli devra être déposé sur décharge et portera en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis pour le dépôt de l'offre.

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT**  
**N° \_\_\_\_/AONO/MINJEC/CIPM/2025 DU 28 MAI 2025**  
**POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN REPECTOIRE AVEC CUISINE**  
**INCORPOREE POUR LE CENTRE NATIONAL DE REAMORCE A NKOLNDA**  
**« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »**

**b) Taille et format des fichiers**

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme COLEPS et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

**12- Recevabilité des offres**

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des dossiers différents.

Seront irrecevables par le Maître d'ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission en ligne ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission non timbrée, non accompagnée du récépissé de la CDEC ou n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

La version physique de la caution de soumission accompagnée du récépissé délivré par la CDEC doit être placée dans le même pli scellé contenant la copie de sauvegarde de l'offre.

**13- Ouverture des offres**

L'ouverture des plis se fera en un seul temps.

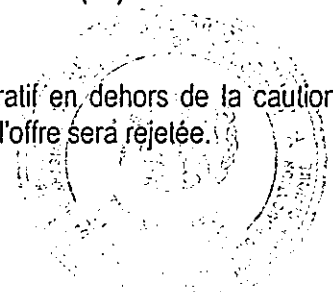
L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le 31 JAN 2025 à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique dans la salle de la commission interne sise au rez de jardin, Porte 010 de l'immeuble siège dudit département ministériel, à Yaoundé, au Centre Administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif en dehors de la caution lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

**14- Evaluation des offres**



Le système de notation des offres se fera par mode binaire (oui / non) et portera sur les critères ci-après dont le détail est donné dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) :

#### 15.1 Critères éliminatoires :

Il s'agit :

- 15.1.1 de l'absence de la version physique du cautionnement de soumission, timbrée et accompagnée du récépissé de la CDEC, à l'ouverture des plis;
- 15.1.2 de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis (excepté le cautionnement de soumission);
- 15.1.3 des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- 15.1.4 du non-respect d'au moins 6 critères essentiels ;
- 15.1.5 de l'absence de l'attestation de catégorisation ou du récépissé certifié de dépôt de demande de l'attestation de catégorisation auprès du MINMAP ;
- 15.1.6 de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- 15.1.7 du non-respect du format de fichier des offres ;
- 15.1.8 de l'absence de la copie de sauvegarde des offres ;
- 15.1.9 de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- 15.1.10 de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE et le SDPU) ;
- 15.1.11 de l'absence des preuves d'acceptation des conditions du marché ;
- 15.1.12 de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- 15.1.13 de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

#### 15.2 Critères essentiels de qualification :

- 15.2.1 Situation financière ;
- 15.2.2 Références de l'entreprise dans les réalisations similaires ;
- 15.2.3 Qualification et expérience du Personnel Clé ;
- 15.2.4 Moyens logistiques (matériels utilisés) ;
- 15.2.5 Méthodologie et planning ;
- 15.2.6 Rapport de visite du site assorti des photos de bonne qualité ;
- 15.2.7 Présentation générale de l'offre.

#### 15- Attribution du Marché

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui disposera des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont la proposition financière aura été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

#### 16- Nombre maximum de lots

Les travaux, objet du présent appel d'offres, sont organisés en un (01) lot unique. Ainsi, tout candidat ne pourra soumissionner que pour ce seul lot.

#### 17- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

#### 18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés Publics du MINJEC, rez de jardin de l'Immeuble abritant les services du MINJEC, au Centre Administratif, à Yaoundé, Porte 009, Tél. 222 20 35 70 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

#### 19- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

- Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

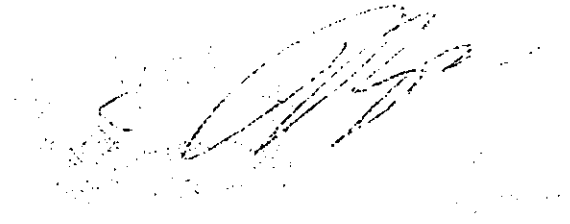
- 

- AMPLIATIONS :

- - Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP);
- - ARMP (pour publication et archivage) ;
- - Maître d'Ouvrage ;
- - Président CIPM (pour information) ;
- - Service des Marchés (pour archivage)./-

Yaoundé, le 20 MAI 2025

LE MINISTRE DE  
LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE  
« MAÎTRE D'OUVRAGE »



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

N°..... AONO/MINJEC/CIPM/2025 OF .....

FOR THE CONSTRUCTION OF A REFECTORY WITH KITCHEN FOR THE  
NATIONAL REAMORCE CENTRE AT NKOLNDA.

1- Subject

As part of the reinforcement of youth structures, the Minister of Youth and Civic Education, Project Owner, launches an Open National Invitation to Tender for the construction of a refectory with kitchen for the national REAMORCE centre at Nkolnda.

2- Contents of works

The works, subject of this invitation to tender, consist of following tasks:

- Lot N ° 1: Preliminary Work
- Lot N ° 2: Foundations
- Lot N ° 3: Reinforced Concrete in Elevation
- Lot N ° 4: Masonry
- Lot N ° 5: Coatings-Screed
- Lot N ° 6: False Ceiling
- Lot N ° 7: Seals Cover
- Lot N ° 8: Carpentry and Cover
- Lot N ° 9: Wood Carpentry
- Lot N ° 10: Aluminum and glazed joinery
- Lot N ° 11: Metal Carpentry
- Lot N ° 12: Painting and Glazing
- Lot N ° 13: Sealing
- Lot N ° 14: Electricity
- Lot N ° 15: Fluids (Supplies and poses)
- Lot N ° 16: VRD

3- Tranches/Allotment

The works, subject of this invitation to tender, are organised in one (1) single lot.

4- Estimated cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is FCFA eighty millions (80,000,000) including taxes. The work will be financed by the MINJEC's Public Investment Budget PIB, FINANCIAL YEARS 2025, Budget allocation 59 26 144 04 99 00 00 523313.

Delivery deadline and place

The maximum period for the execution of the service, subject of this invitation to tender, is fifty (150) days as from the date of notification of the Administrative Order to start the works.

This period includes the time required to produce all the technical documentation, to carry out the work, to clean the site and deliver the completed work.

The project will take place at the national REAMORCE center at Nkolnda.

5- Participation and origin

Participation in this invitation to tender is restricted to companies selected as part of the categorisation process, classified in the 'Buildings and Public Facilities' sub-sector and holding at least category D.

However, in accordance with Circular Letter No. 000006/LC/MINMAP/CAB of February 5, 2025, for bidders not yet categorized, the categorization certificate may be replaced by the copy of the submission receipt of their application for categorisation issued by the competent categorisation commission, certified by the Minister Delegate in charge of Public Contracts or his duly authorised representative.

#### 6- Financing

The works under this invitation to tender shall be financed by MINJEC's Public Investment Budget (PIB), for the financial Year 2025, Budget line 59 26 144 04 99 00 00 523313.

#### 7- Mode of submission

The mode of submission retained for this invitation to tender shall be the online submission.

#### 8- Provisional bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 14 of the TF, of an amount one million six hundred thousand (1,600,000) CFA Francs all-in amount in CFA francs and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of tenders. This bid bond must be stamped and accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC).

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts, stamped and accompanied by the receipt issued by the CDEC shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

#### 9- Consultation of the Tender Files

The hard copy of the tender files can be consulted may be consulted free of charge during working hours in the Public Contract's Service of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, main building, located at the Yaounde Administrative center, ground floor, Door n° 009, Tel. 222 20 35 70 as soon as this notice is published. It may equally be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

#### 10- Acquisition of Tender Files

The file can be obtained during working hours, in the Public Contract's Service of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, main building, located at the Yaounde Administrative centre, Room No. 09, Tel. 222 20 35 70, as from the publication of this notice upon payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of ninety thousand (90,000) CFA Francs.

It is equally possible to obtain the electronic version of the Tender File by downloading it free of charge through the addresses indicated above. However, online submission is subject to the payment of Tender File purchase fees.

#### 11- Submission of tenders

##### a) Online submission method

Tenders shall be drawn up in French or English.

The bid must be submitted by the bidder on the COLEPS platform latest on the 21 JUN 2025 at 12 noon. A back-up copy of the tender recorded on a USB key must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above-mentioned indication, within the deadline set as well as the physical version of the bid bond accompanied by the receipt issued by the CDEC. The envelope must be filed on receipt and should be labelled:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

N° 1.1 AONO/MINJEC/CIPM/2025 OF 28 MAY 2025

FOR THE CONSTRUCTION OF A REFECTORY WITH KICHEN FOR THE NATIONAL REAMORCE CENTRE  
AT NKOLNDA.



b) Tender file size and format

The maximum sizes of documents to be uploaded on the platform and which shall constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer.
- 15 MB for the Technical Offer.
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats shall be as follows:

- PDF format for textual documents.
- JPEG for images.

The bidder will ensure to use the compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

12- Admissibility of tenders

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate files.

The Project Owner shall not accept:

- Tenders bearing information on the identity of the tenderers.
- Tenders submitted after the closing date and time for submission of tenders.
- Tenders non-compliant with the online bidding mode.
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. An unstamped bid bond, not accompanied by the CDEC receipt or not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

13- Opening of tenders

Tenders shall be opened in a single phase.

Opening of the administrative, technical and financial files will be done on the 11th April 2024 at 1pm, by the Internal Tenders Board of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, at the ground floor of the main building of the Central Services in Yaoundé.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorized, even in the case of a group of companies.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in original or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of tenders, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

14- Evaluation of tenders

The scoring system of tenders will be done by binary mode (yes / no) and will be based on the following criteria, the details of which are given in the Special Rules of the Invitation to Tender (RPAO):

15.1 Eliminary criteria :

The following are the eliminary criteria:

- 15.1.1 Absence of the hard copy of the bid bond, stamped and accompanied by the receipt from the CDEC at the opening of tenders.
- 15.1.2 Failure to submit, beyond the 48 (forty-eight) hours deadline after the opening of tenders, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- 15.1.3 False declarations, fraudulent schemes or forged documents.
- 15.1.4 Failure to comply with 6 essential criteria.
- 15.1.5 Absence of the categorisation certificate or the certified receipt of submission of the application for the categorisation certificate to the MINMAP.

- 15.1.6 Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years.
- 15.1.7 Failure to comply with tenders file format.
- 15.1.8 Absence of the backup copy.
- 15.1.9 Absence of a quantified unit price in the financial offer.
- 15.1.10 Absence of an element in the financial offer (submission, BPU, DQE and SDPU);
- 15.1.11 Absence of evidence of acceptance of the market conditions.
- 15.1.12 Absence of integrity charter dated and signed.
- 15.1.13 Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

**15.2 Main qualification criteria :**

- 15.2.1 Financial situation ;
- 15.2.2 Company references for similar projects.
- 15.2.3 Qualification and experience of Key Personnel.
- 15.2.4 Logistics resources (equipment used) ;
- 15.2.5 Methodology and planning ;
- 15.2.6 Site visit report with good quality pictures.
- 15.2.7 Presentation of the bid.

**15- Award of Contract**

The Contracting Authority shall award the Contract to the bidder whose bid is deemed to be substantially responsive to the bidding files, who has the technical and financial capability to perform the Contract satisfactorily, and whose financial proposal is deemed to be the lowest priced, including any discounts.

**16- Maximum number of lots**

The services, the subject of this call for tenders, are organized into one (01) single lot. Thus, any candidate may only bid for this single lot.

**17- Period of Validity of Tenders**

Tenders shall remain bound by their tenders for ninety (90) days from the deadline for submission of tenders.

**18- Further information**

Additional information may be obtained during working hours from MINJEC's Public Contract's Service, located on the ground floor of the main building at the Yaoundé Administrative centre, Room No. 09, Tel. 222 20 35 70 or online on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other means of online communication indicated by the project owner.

**19- Fight against corruption and malpractices**

For any denunciation of corruption attempt, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

- COPIES :
- - Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- - ARMP (for publication and archive);
- - Contracting Authority ;
- - Chairperson of the CIPM (for information);
- - Public Contract's Service (for archive)./-

Yaoundé, 27 JAN 2015

THE MINISTER OF YOUTH AFFAIRS  
AND CIVIC EDUCATION  
'CONTRACTING AUTHORITY'

